



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 2754

Texte de la question

HAUSSE DU CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Gérard Cherpion, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Gérard Cherpion. Monsieur le Premier ministre, alors que vous affichez l'emploi comme une priorité, le chômage a une nouvelle fois bondi au mois de février. Interrogé sur ce sujet, vous avez osé déclarer que vous ne vous occupiez que d'une chose en même temps. Triste réalité d'un Premier ministre avouant son échec et préférant faire campagne plutôt que de s'occuper de l'avenir des Français !

M. Guy Geoffroy. Et pour quel résultat !

M. Gérard Cherpion. Tout cela pour perdre une nouvelle fois les élections et faire monter les extrêmes...

Dans le même temps, votre ministre du travail, ignorant les 30 400 nouveaux inscrits à Pôle emploi, se félicitait que sur les deux derniers mois cumulés, le chômage baisse. Alors cumulons, monsieur le Premier ministre. Depuis mai 2012, il y a 940 000 demandeurs d'emploi en plus en France. Depuis mai 2012, il y a eu une augmentation de 20 % du chômage. Et ce matin encore, votre ministre du travail annonçait « on peut toujours faire pire » !

M. Guy Geoffroy. Ça, c'est sûr !

M. Gérard Cherpion. Alors que vous êtes totalement dépourvus, votre ministre du travail annonçait également ce matin qu'il ne serait pas « le ministre du travail qui reformera le code du travail ». Tous les acteurs s'accordent pour dénoncer la complexité de ce code qui entrave la création d'emplois, y compris le porte-parole de votre Gouvernement. Et pourtant, vous ne faites rien.

Par trois fois, après trois défaites électorales, vous avez déclaré que vous aviez entendu le message des Français. Pourtant, le chômage augmente, la précarité augmente, alors que la situation s'améliore partout en Europe. Nos partenaires profitent pleinement des réformes courageuses qu'ils ont mises en place et de la conjoncture mondiale.

Contrairement à ce que vous avez déclaré dans cet hémicycle, l'UMP, à l'inverse de votre majorité, a des propositions fortes en matière de croissance, de fiscalité, d'emploi, de formation et d'apprentissage.

Monsieur le Premier ministre, il ne reste dans votre boîte à outils que des incantations comme « l'emploi, l'emploi, l'emploi ». Mais l'emploi ne se décrète pas, il se travaille. Quand allez-vous enfin entendre le cri de souffrance des Français ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, je sais qu'en deux minutes il est difficile d'aller à l'essentiel : très vite, on tombe dans la caricature. Je pourrais rappeler qu'en 2012, il y avait 1 million de chômeurs de plus et que vous avez aussi échoué sur cette question essentielle. Je pourrais vous redire, parce que je pense que nous avons un devoir de vérité à l'égard des Français, que notre pays vit avec un chômage de masse depuis des années.

La stratégie du Président de la République et celle du Gouvernement sont les mêmes : favoriser la compétitivité et la croissance. Parce que sans compétitivité et sans croissance, il n'y a pas de création de richesse et il n'y a pas d'emplois. C'est ce que je veux dire quand j'affirme que le cap est maintenu.

Bien sûr, il faut être à l'écoute, bien sûr un infléchissement ou un changement sont toujours possibles. Mais sur l'essentiel, c'est-à-dire le soutien aux entreprises, la baisse du coût du travail, l'action pour favoriser l'emploi, notamment dans les petites et moyennes entreprises où travaillent l'immense majorité de nos concitoyens et qui sont celles qui peuvent créer de l'emploi, oui, ce cap doit être maintenu.

Et puis, s'agissant de l'investissement privé et public, le Gouvernement fera un certain nombre de propositions très concrètes dès la semaine prochaine dans le cadre d'un séminaire autour du Président de la République, parce que nous devons favoriser le retour de la croissance au moment où des indicateurs affichent une reprise.

Vous prenez des exemples à l'étranger : comparons, bien sûr ! Des pays comme le Portugal ou l'Espagne, qui ont subi des politiques d'austérité d'une brutalité sans précédent et connaissent des niveaux de chômage majeurs, au-dessus de 20 %, retrouvent aujourd'hui davantage de compétitivité.

Le débat peut avoir lieu sur l'Allemagne, mais puis-je vous rappeler, monsieur le député, qu'en 2004, nos deux pays, l'Allemagne et la France, demandaient un délai supplémentaire pour la résorption de leur déficit ? L'un s'est engagé dans la voie des réformes et obtient aujourd'hui des résultats. C'est l'Allemagne. L'autre pays, sous la droite, n'a pas fait ces réformes, et nous l'avons payé pendant des années. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. Christian Jacob. Vous n'écoutez rien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Si vous voulez vraiment discuter de qui a le courage de mener des réformes et de qui obtient des résultats, je suis prêt au débat. Mais ne vous énervez pas, monsieur Jacob, ce n'est pas bon pour votre santé en général ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Continuons à réformer, continuons à engager le pays sur la voie du redressement, c'est la seule voie possible. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Gérard Cherpion](#)

Circonscription : Vosges (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2754

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [2 avril 2015](#)